

vraiment examiner ce problème, il faudrait qu'ils s'interrogent sur les conséquences qu'il y aurait à faire dire par le président qu'un ministre des Finances ou un ministre quelconque est responsable des vols dont sont victimes les administrateurs ou les agents qui relèvent de lui. S'il fallait que pareille décision soit rendue, ce serait une invitation lancée à tous ceux qui un jour ou l'autre auront intérêt à faire dérailler un budget. L'interprétation donnée de ce principe ne peut tout simplement pas s'appliquer.

• (1620)

Je veux parler aussi de la façon dont la Chambre et surtout les partis d'opposition ont répondu quand nous avons demandé que la Chambre soit autorisée à siéger, lorsque cette situation extraordinaire s'est produite, pour nous permettre de présenter le budget afin d'éviter ou de limiter les conséquences découlant du vol du document.

Certains députés semblent préoccupés de savoir quand le gouvernement a connu les détails de la fuite. Entendons-nous bien. La Chambre s'est ajournée, hier, à 18 heures. Mon collègue, le leader parlementaire, a demandé la prolongation de la séance pour des raisons qui ont été expliquées. . .

Mme Copps: Pour le projet de loi C-9.

M. Clark (Yellowhead): . . .durant la période des questions, cet après-midi.

Mme Copps: C'est faux. Vous essayez d'étouffer l'affaire.

M. Clark (Yellowhead): Avant l'ajournement de la Chambre, nous savions seulement qu'un journaliste de Global Television prétendait qu'il y avait eu fuite, mais qu'il n'avait pas lui-même les moyens de le prouver. Global a diffusé deux bulletins de nouvelles à ce sujet, monsieur le Président. Ils portaient sur divers détails que possédaient la chaîne et ses journalistes. Le gouvernement a aussi fait deux tentatives pour amener la Chambre des communes à se pencher sur cette question. Ces deux tentatives ont été faites au moment où les détails connus des ministériels différaient. . .

Mme Copps: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Sauf erreur, on a établi qu'il était question de permettre à la Chambre des communes de poursuivre ses travaux, afin de débattre le projet de loi C-9. Je suis persuadé que le député ne voudrait pas induire la Chambre en erreur par inadvertance.

Privilège—M. Clark

M. le vice-président: Le débat. La parole est au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark).

Mme Copps: Il ment.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, la députée était peut-être occupée à parler à ce moment-là et elle n'a peut-être pas écouté les réponses données de ce côté-ci de la Chambre, mais en réponse à cette suggestion même, le leader parlementaire a signalé que lorsqu'il a présenté la motion, hier, à 17 h 45 environ, il s'est servi des seuls termes qu'il pouvait employer en vertu du Règlement de la Chambre.

M. Marchi: Ce sont des inepties.

M. Clark (Yellowhead): Quoi qu'il en soit, il y a eu deux émissions de la part de Global, et dans les deux cas les détails donnés n'étaient pas les mêmes. Le gouvernement fédéral a essayé à deux reprises de donner la possibilité au Parlement de se pencher sur la fuite possible de documents budgétaires.

Mme Copps: Le gouvernement par Global.

M. Clark (Yellowhead): Les deux tentatives du gouvernement tenaient compte également du fait que les détails connus variaient selon les cas.

Du fait de l'importance de cette question, il convient de lire à la Chambre des communes le texte du reportage passé sur les ondes de Global. . .

M. Lapierre: Lequel?

M. Clark (Yellowhead): Le premier, alors qu'on avait en main très peu de détails.

Mme Copps: Pourquoi n'avez-vous pas attendu l'émission Canada A.M.?

M. Clark (Yellowhead): Permettez-moi de vous faire lecture du texte en question; voici:

À la suite d'un seul coup de téléphone anonyme, à Richard, nous n'allons pas faire état des détails que nous avons obtenus jusqu'à maintenant. Bien entendu, nous avons immédiatement vérifié tout ceci auprès du Cabinet du ministre des Finances, et on nous a répondu qu'il y avait, c'est évident, bien des spéculations à ce stade-ci de l'année, surtout à la veille de la présentation d'un budget. Le porte-parole principal du ministre des Finances a déclaré qu'il n'allait pas en dire davantage là-dessus, et il nous a invité à traiter avec circonspection les renseignements que nous avons obtenus.

Voilà ce qu'il en était avant que la Chambre ne s'ajourne hier. On a invité Global à se montrer prudent. C'est exactement ce que les intéressés ont fait, comme cela s'imposait.

Mme Copps: Le ministre ne reconnaissait pas son propre budget.

M. Clark (Yellowhead): Les premiers renseignements qu'a obtenus le leader parlementaire correspondent aux renseignements auxquels la station de télévision Global faisait allusion dans les extraits que je viens de vous lire. Ces renseignements insuffisants ne nous permettaient